



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 12/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SA RONCARI B T P

Rue du Canal
51300 Vitry-En-Perthois

Références : D1 c 2025 470
Code AIOT : 0005703724

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2025 dans l'établissement SA RONCARI B T P implanté le Terrain militaire (B523), La cote Beauchamp (ZH 35, 36, 37) , Le Gercourt (ZA1 pp, 2 pp) 51300 Vauclerc. L'inspection a été annoncée le 09/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection portait sur l'action régionale menée en 2025 relative au remblayage des carrières avec des déchets extérieurs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA RONCARI B T P
- le Terrain militaire (B523), La cote Beauchamp (ZH 35, 36, 37) , Le Gercourt (ZA1 pp, 2 pp) 51300 Vauclerc

- Code AIOT : 0005703724
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société SAS Roncari BTP dont le siège social est situé sur la commune de Vitry-en-Perthois exploite une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur la commune de Vauclerc depuis 2016 et a fait l'objet en 2019 d'une extension.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Demande d'action corrective	3 mois
4	Justification de la non-dangerosité	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I	Demande d'action corrective	3 mois
5	Justification du caractère inerte	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
9	Utilisation du RNDTS	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contenu de la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
2	Contrôle visuel	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
6	Absence de matériaux interdits	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.II	Sans objet
7	Document d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
8	Registre et plan de remblayage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III	Sans objet
10	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas révélé de non-conformités majeures en termes de type de déchets acceptés et de traçabilité sur place. Des précisions sont cependant attendues de la part de l'exploitant pour améliorer le contenu de la procédure d'acceptation préalable et s'assurer auprès du producteur du déchet de son caractère non-dangereux et inerte.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu de la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Autre, Acceptation des déchets extérieurs
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :- [...] - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; [...] Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.
Constats : <div><p>La carrière de Vauclerc, et les carrières de la société Roncari d'une manière générale, accueillent des déchets inertes extérieurs qui peuvent suivre deux itinéraires avant d'arriver sur la carrière :</p><ul style="list-style-type: none">- Soit ils sont chargés et transportés du chantier par des camions de la société Roncari, qui vont directement les décharger sur la carrière,- Soit ils sont amenés par des fournisseurs, sur le site de Vitry-en-Perthois, où les vérifications et pesées liées à l'accueil sont réalisées, avant que les déchets ne soient emmenés sur la carrière par un camion de la société Roncari.<p>Il n'y a donc aucun camion extérieur à la société Roncari qui se rend directement sur la carrière pour y décharger des déchets. Tous les apports de déchets sur la carrière de Vauclerc sont réalisés par le personnel de la société, qui est formé.</p><p>L'exploitant a transmis, en amont de la visite, la procédure d'acceptation écrite mise en place</p></div>

L'exploitant a transmis, en amont de la visite, la procédure d'acceptation écrite mise en place sur le site de Vitry-en-Perthois pour accueillir des déchets extérieurs. Cette procédure détaille les différentes étapes et vérifications réalisées lors de l'arrivée de déchets (contrôle visuel, etc.).

Cette procédure, bien que correspondant aux actions réellement mises en place sur le site et constatées lors de l'inspection (remplissage du registre, édition du bordereau de suivi à l'accueil, etc.), manque de précisions, notamment sur les précautions supplémentaires prises pour les apports liés à de petits chantiers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de modifier cette procédure pour apporter des précisions, notamment sur la gestion des apports provenant de petits chantiers, sur les analyses menées de manière aléatoire sur les lots accueillis, sur la formation suivie par le personnel et les vérifications qu'il mène sur les chantiers lorsqu'ils chargent les camions de la société Roncari.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle visuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7

Thème(s) : Autre, Acceptation des déchets extérieurs

Prescription contrôlée :

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Constats :

Un contrôle visuel est réalisé par les employés de la société Roncari, soit lors du chargement de leur camion sur le chantier, soit sur le site de Vitry-en-Perthois lors de l'arrivée d'un client et lors du déchargement de son camion sur l'aire de déchargement, présente sur le site. Une pancarte, visible à l'entrée de l'aire de déchargement, rappelle aux clients qu'il est interdit de décharger des déblais sans la présence d'un opérateur.

Le personnel est formé sur la thématique des déchets inertes et les contrôles à mener pour s'assurer de leur conformité.

L'exploitant ne tient pas à jour un registre des refus, dans lequel sont répertoriés les camions refusés, car ne contenant pas des déchets admissibles en carrières. Seuls les documents d'acceptation préalable sont conservés avec le motif de refus. L'exploitant s'est engagé à mettre

en place un registre des refus, pour les formaliser.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Autre, Acceptation des déchets extérieurs
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant ne tient pas à jour un registre des refus, dans lequel sont répertoriés les camions refusés, car ne contenant pas des déchets admissibles en carrières. Seuls les documents d'acceptation préalable sont conservés avec le motif de refus. L'exploitant s'est engagé à mettre en place un registre des refus, pour les formaliser.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de tenir à jour un registre des camions refusés et du motif de celui-ci.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Justification de la non-dangerosité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I
Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker : - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ; [...]

<p>Constats :</p> <p>Les déchets accueillis sur le site entrent tous dans les catégories mentionnées dans l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 qui définit les conditions d'admission des déchets. Il s'agit très majoritairement, voire quasi intégralement de terres et cailloux (17 05 04) et de béton (17 01 01), qui sont recyclés sur place. Il n'y a donc pas de matériaux de construction, accueillis sur les carrières.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de garantir le caractère non-dangereux des terres et cailloux qu'ils acceptent, car il ne peut pas justifier l'absence d'amiante dans les matériaux géologiques excavés qu'il accueille, comme l'impose l'article 2-I de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de l'absence d'amiante dans les matériaux géologiques excavés qu'il accueille ainsi que dans tous les matériaux autorisés (les bétons recyclés sur site...) dans l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation, par la mise en place de vérifications avant acceptation, dont il détaillera les opérations à l'Inspection sous un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Justification du caractère inerte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets accueillis sur le site entrent tous dans les catégories mentionnées dans l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 qui définit les conditions d'admission des déchets. Il s'agit très majoritairement, voire quasi intégralement de terres et cailloux (17 05 04) et de béton (17 01 01), qui est recyclé sur place.</p> <p>Outre le contrôle visuel des déchets et l'adéquation avec le code déchet déclaré par le producteur, l'exploitant ne s'assure pas du caractère inerte du déchet pour chaque lot. Notamment, il ne s'assure pas que les terres et cailloux (17 05 04) ne proviennent pas d'un site</p>

contaminé, comme l'impose l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 susvisé. L'exploitant réalise de manière aléatoire des analyses sur des lots acceptés, en attente de mise en remblais, 2 à 3 fois par an, pour vérifier le caractère inerte des déchets. Ces analyses sont réalisées par Eurocontrôle Qualité Laboratoire routier. Les résultats des dernières analyses réalisées, en date du 03/10/2024, sur 5 échantillons, ont été fournis par l'exploitant. Elles montrent la conformité de 4 échantillons aux seuils des paramètres de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 susvisé et le dépassement d'un échantillon en COT en contenu total, le rendant non-conforme. L'analyse ayant été réalisée sur le chantier, ce dernier lot n'a pas été accepté sur le site de la société Roncari.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de la non-provenance d'un site contaminé des déchets accueillis, par la mise en place de vérifications avant acceptation, dont il détaillera les opérations à l'Inspection sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Absence de matériaux interdits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.II
Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets utilisables pour le remblayage sont : - les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ; - les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.
Constats : L'Inspection des installations classées s'est rendue sur l'aire de déchargement des déchets de Vitry-en-Perthois et sur la carrière de Vauclerc. Sur ces deux sites, aucun matériaux interdit n'a été constaté. La description des déchets acceptés (codes déchets : 17 01 01, 17 01 01, 17 01 03, 17 01 07, 17 05 04 et 20 02 02) est rappelée sur une pancarte, visible à l'entrée de l'aire de déchargement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Document d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée :

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant:

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET;
- l'origine des déchets;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Constats :

L'exploitant possède un document d'acceptation préalable, fourni par ses producteurs de déchets les plus importants, comme C'Mater, Colas, Eiffage, etc. qui constituent ses principaux fournisseurs de déchets en termes de volume. Cependant, il explique avoir des difficultés pour obtenir ce document par les petits fournisseurs, qui ne sont pas professionnels du BTP, comme les pompes funèbres par exemple.

Quelques documents d'acceptation préalable ont été vérifiés par échantillonnage par l'Inspection des installations classées. Ils comportent les éléments exigés par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 susvisé, ils sont signés par le producteur et le transporteur et sont bien valables pour un délai maximal d'un an. Des analyses, réalisées une fois par an (en date du 07/12/2023), ont été transmises par le fournisseur C'Mater avec le document d'acceptation préalable, qui prévoit l'apport de 15 000 tonnes de terres et cailloux (17 05 04) pour l'année 2024. Ces analyses respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté ministériel du 12/12/2014 susvisé. Cependant, vu la quantité de déchets provenant de ce fournisseur, qui est en plus une installation de tri, transit et regroupement de déchets, provenant de différents sites, il devrait être envisagé par l'exploitant de demander plusieurs analyses et justificatifs et notamment l'engagement du fournisseur sur la non dangerosité des déchets fournis, pour garantir la conformité des déchets accueillis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter et améliorer ses documents d'acceptation préalable :

- en leur affectant un numéro pour améliorer la traçabilité,
- en précisant l'origine des déchets, c'est-à-dire en n'indiquant pas uniquement la commune du chantier, mais plutôt des informations sur l'état des terres, comme l'usage initial sur site (anthropisé, industriel, naturel, agricole) ou l'état des terres (naturelles, polluées ou susceptibles de l'être), que le fournisseur de déchets devrait remplir,
- en demandant des analyses plus fréquentes et représentatives aux fournisseurs de déchets, pour garantir la conformité des déchets accueillis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Registre et plan de remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité. [...]
Constats : L'exploitant édite pour chaque apport de déchets un bordereau de suivi, associé à la lettre de voiture ou au bon de pesée selon la provenance du déchet. Sur ce bordereau se trouvent la date, des informations sur l'origine du déchet (nom du producteur, commune et code déchet), des informations sur le transporteur (nom de l'entreprise et lieu de déchargement), la quantité du lot, la zone de la carrière remblayée et la validation de l'acceptation du lot. Il tient également à jour un registre global pour toutes les carrières sur lequel sont répertoriés tous les apports de déchets inertes, soit en allant directement sur les carrières soit en transitant par le site de Vitry-en-Perthois. Le registre comporte les éléments suivants : N° de bordereau, Date, Client, Ville de provenance, transporteur, Immatriculation du camion, Lieu de déchargement, Poids, Quantité, Code déchets, Maille remblayée. La colonne liée à la « maille remblayée » renvoie à un plan de carroyage de la carrière concernée, qui permet de connaître avec précision l'endroit où a été mis en remblais le lot de déchets concerné. La traçabilité est donc assurée jusqu'à la mise en remblais finale. Quelques bordereaux de suivi ont été vérifiés par échantillonnage par l'Inspection des installations classées lors de la visite. Leur cohérence avec le registre a également été vérifiée et n'a pas soulevé de remarque de la part de l'Inspection. L'exploitant respecte donc les prescriptions de l'article 12.3-III de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 susvisé, par la mise en place de bordereaux de suivi, d'un registre et d'un plan topographique, permettant de garantir la traçabilité des déchets accueillis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Utilisation du RNDTS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : I. Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et

sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments [...]

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

[...]

Constats :

L'exploitant ne remplit pas la base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des terres excavées et sédiments », comme lui impose l'article R.541-43-1 du code de l'environnement, en tant que personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de créer un compte sur cet outil et d'y téléverser les données relatives à l'accueil de terres excavées dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance

de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.

Constats :

Aucun suivi de la qualité des eaux souterraines n'est prescrit à l'exploitant dans l'arrêté préfectoral autorisant la carrière. Il n'y a donc pas de piézomètre présent sur le site. Cependant, des analyses sont réalisées par l'entreprise Aquanalyse Laboratoire deux fois par an dans les eaux résiduelles de bassin, pour suivre leur qualité. Elles portent sur les paramètres suivants : couleur, pH, DCO, MES, arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb et zinc. Les deux derniers résultats d'analyse, en date du 03/04/2024 et du 22/10/2024, ont été fournis par l'exploitant (respectivement le rapport d'essai N°202404.118.1 et le N°202410.658.1). Ils ne montrent aucune valeur ou variation anormale des paramètres. A noter, qu'une surveillance des eaux souterraines sera mise en place dans le cadre du projet d'extension en cours d'instruction.

Type de suites proposées : Sans suite